



LE BLUMA

BULLETIN DE LIAISON D'UN MONDE D'AVANCE Numéro spécial Convention sur le projet

Fiers du projet socialiste !

Le projet socialiste a été adopté à l'unanimité ce samedi 28 mai lors de la Convention nationale du projet.

Les socialistes sont prêts. Notre projet porte l'ambition nécessaire pour rassembler la gauche, rassembler la France, et porter l'alternative en 2012.

Il entre en écho avec ce qui a permis à François Mitterrand et à la gauche de l'emporter en 1981 : le rassemblement de la jeunesse, des forces du travail et des forces de la création.

Les principaux axes du projet marquent un retour en force de l'action publique : ré-industrialisation, Pôle public bancaire, Etat régulateur qui redistribue les richesses par un rééquilibrage entre les revenus du travail et du capital, nouveau pacte éducatif, retour de la retraite à 60 ans et sans décote à 65 ans, égalité professionnelle homme-femme, remise de l'hôpital public au cœur du système de soins, allocation autonomie, ...

Notre projet prend acte de la crise européenne. Le message de 2005 a été entendu par les socialistes. L'Europe ne doit plus incarner uniquement pour les peuples déréglementation, dérégulation et délocalisation. Nous devons permettre à l'Union d'emprunter pour financer ses investissements d'avenir, mettre en place un serpent fiscal pour harmoniser socialement la situation des pays de l'Union afin d'éviter la mise en concurrence entre les salariés, et promouvoir le juste échange, à l'opposé d'une Europe qui laisse s'installer le dumping social et fiscal.

Le rassemblement avec Martine Aubry

Nous l'affirmons depuis des mois, la Première secrétaire est, à nos yeux, la mieux placée pour battre Nicolas Sarkozy en 2012.

Elle est la mieux placée pour porter un projet socialiste dont elle a conduit l'élaboration et qui vise à faire rencontrer majorité sociale et majorité politique, en donnant la priorité aux classes populaires, au salariat, à tous ceux qui méritent et non à ceux qui héritent.

Elle est aujourd'hui la mieux placée pour s'adresser aux responsables des autres partis de la gauche afin de créer les conditions du rassemblement.

Sa candidature est aujourd'hui un secret de polichinelle, nous devons dès maintenant préparer la mobilisation.

Les primaires vont constituer un formidable moment démocratique et de débat pour les Françaises et les Français. Elles doivent aussi marquer le premier temps fort de mobilisation des forces de gauche pour la reconquête du pouvoir en 2012. C'est à ce titre que nous avons l'obligation d'en maîtriser le processus et d'en assurer le succès afin de ne pas transformer cet exercice en handicap pour notre camp.

Nous devons, forts de la crédibilité que nous accordent les Françaises et les Français depuis la campagne référendaire de 2005, être les garants du débat politique. Un débat qui portera sur les orientations, les articulations concrètes du Projet adopté à l'unani-

mité, et devra ignorer les considérations sur le « style », la « méthode » ou la « manière de gouverner ». La contestation du PASOK en Grèce ou la lourde défaite électorale du PSOE en Espagne démontrent, une fois de plus, que les orientations sociales démocrates ne nous mèneront pas plus ici que là bas à la victoire.

Nous devons, fidèles aux valeurs que nous défendons au sein de la direction depuis 2008, défendre une ligne politique qui trouve écho auprès de celles et ceux auxquels nous devons nous adresser.

Il s'agit de préparer dès maintenant les conditions d'une participation massive de nos concitoyen-es aux primaires pour préparer l'alternative politique.

C'est pourquoi nous allons lancer dans les prochains jours un appel à la mobilisation autour de Martine Aubry.

Cet appel va s'adresser aux socialistes, militant-es ou élu-es, mais surtout bien au-delà de nos rangs, en direction des forces de la jeunesse, du mouvement social, de l'ensemble des forces de gauche, vers tous ceux qui portent l'espoir d'une alternative qui reprenne la marche du progrès et d'un changement profond de modèle de société.

■ Un monde d'avance

Convention nationale sur le projet, Benoît HAMON

Je voudrais commencer par remercier Guillaume Bachelay d'être intervenu comme il l'a fait à l'instant. Il fallait être à la fois convaincu, intelligent et talentueux, pour réussir l'exercice qu'il a conduit pendant plusieurs semaines et qui consistait à rassembler le travail des militants socialistes, de celles et ceux qu'ils ont invités à leur table -le mouvement social, la société civile comme on dit maintenant- à l'occasion des conventions, par l'organisation de forums, de débats, et ainsi aboutir à un projet qui ne se caractérise pas par la tiédeur de ses orientations, comme une forme de synthèse molle à laquelle on a pu céder parfois par le passé, mais par des arêtes. Et des arêtes qui correspondent très concrètement à ce que sont les demandes démocratiques et sociales de nos concitoyens.

Je voudrais aussi saluer le travail de Martine Aubry qui, à la tête du Parti, a permis tout cela. Que ce soit Guillaume Bachelay et pas, que les grands anciens n'y voit aucune attaque, quelqu'un de plus éprouvé, de plus expérimenté, qui pilote le projet, qui l'anime (avec d'autres), qui s'inscrit dans un collectif, est déjà un changement que nous nous devons de saluer. Je voudrais la remercier d'avoir réussi à construire cette mosaïque qui a été celle du Parti socialiste pendant deux ans et demi et qui a permis à chacun de trouver sa place, dès lors qu'il était volontaire pour en avoir une dans le travail collectif. Merci donc à toi Martine.

Et puis, permettez-moi un dernier remerciement, je suis très heureux de voir Lionel Jospin au premier rang parmi nous. Et s'il fallait une démonstration supplémentaire du fait que tu as tout le temps été un socialiste exemplaire, ta présence aujourd'hui le montre encore. Merci à toi.

Mes chers camarades, nous aurons un adversaire politique, ce sera la droite. Nous la connaissons. Ce sera Nicolas Sarkozy. Nous connaissons cet adversaire, la droite de Nicolas Sarkozy. Son bilan est accablant, il parle de lui-même. Et celles et ceux qui ont naturellement vocation à voter pour nous sont toutes et tous des victimes du sarkozysme.

Mais il y aura probablement un adversaire bien plus redoutable contre lequel nous devons lutter. Ce n'est pas à Marine Le Pen que je pense, même si elle est une traduction de ce contre quoi nous devons lutter. Cet adversaire bien plus redoutable s'appelle la peur, la peur qui s'est instillée partout dans notre pays. Elle est d'autant plus redoutable qu'elle est une multitude de peurs : la peur de l'autre, la peur du voisin, la peur de l'étranger, la peur de l'insécurité, la peur de l'islam, la peur de l'immigration, la peur de la mondialisation, la peur du progrès, la peur de l'apocalypse nucléaire, la peur de tout, la peur partout.

L'essentiel aujourd'hui, pour nous, est de redevenir pour les Françaises et les Français le camp du progrès et donc de l'espoir. Je parle de la peur parce qu'il existe deux traditions dans la droite. Il y a, bien sûr, une droite républicaine qui croit que le principe de la République c'est la vertu, cette vertu politique qui pense le dévouement de l'individu à la collectivité. Mais il existe aussi une

autre droite, tentée par l'ordre, tentée par la réponse de Hobbes pour décrire la société : « l'homme est un loup pour l'homme » et la réponse politique est forcément un état minimal qui protège l'un contre l'autre, les uns contre les autres. Cette réponse d'une partie de la droite c'est, partant de la peur, un État policier, un État de l'ordre, un État qui protège les uns contre les autres mais qui, pour fonctionner, a besoin du conflit des uns contre les autres.

Or, nous sentons aujourd'hui, dans cette tension qui existe au sein de la droite, que la droite républicaine est en train de perdre. Sans doute a-t-elle déjà perdu la bataille face à celles et ceux qui veulent le retour à l'ordre. Arrêtons-nous, pour s'en rendre compte, sur les quelques déclarations des semaines passées. Elles sont, en tout cas, suffisamment édifiantes pour que je me sois senti autorisé au point presse du 23 mai dernier à dire, lorsque j'entends Claude Guéant, Chantal Brunel, Nadine Morano, ou quand j'entends le projet politique de Nicolas Sarkozy, qu'il est des moments où j'ai le sentiment, comme beaucoup d'autres socialistes et militants de gauche, que le lepénisme et le sarkozysme sont les déclinaisons parfois qui procèdent d'un même projet politique : Brigitte Barèges, députée UMP, qui compare l'homosexualité à la zoophilie ; Claude Guéant qui affirme que l'échec scolaire est au deux tiers responsable des enfants d'immigrés, Chantal Brunel qui veut ramener les étrangers clandestins sur des bateaux... et j'en passe !

Que fera la droite pendant les semaines qui viennent ? Non seulement elle exploitera les peurs, et ces peurs existent, et rien ne serait pire pour les socialistes que d'être dans le déni de ces peurs. Elles sont peut-être irrationnelles, mais elles sont réelles. Mais elle produira des peurs supplémentaires pour en faire le moyen le plus sûr de se maintenir, coûte que coûte, au pouvoir.

Nous devons en tirer toutes les leçons. Je ne vais pas rentrer dans ce débat qui n'a pas lieu d'exister : faut-il que les classes populaires soient le cœur du projet socialiste ? Pour le projet socialiste, les classes populaires et leur sort sont forcément au cœur de nos projets. L'existence de 6,5 millions d'ouvriers, de 8,5 millions d'employés, et de près de 4 millions de chômeurs justifie que les classes populaires soient au cœur de notre projet et que l'on ne fasse pas l'impasse sur à peu près un tiers, voire la moitié de l'électorat de ce pays. Mais au-delà, il faut que la campagne des socialistes soit un message de confiance adressé au peuple. Il nous faut montrer que nous avons confiance en lui, que nous ne sommes pas de ceux qui pensent que le peuple est mauvais, qu'il faut en changer quand il ne vote pas comme on le souhaite. Le peuple français a notre confiance, nous nous devons de le lui dire. Nous devons affirmer que nous ne parierons pas sur ses peurs. Nous devons lui dire : « Peuple, si tu as peur, nous allons te donner des raisons d'espérer ». Et pour que le peuple espère à nouveau, il nous faudra lui donner des gages, des preuves de ce que nous considérons comme essentiel : l'amélioration de la situation des Françaises et des Français.

Aujourd'hui, en politique -j'ai remarqué cela, je pense que vous aussi- quand on écoute les dirigeants parler, et on l'a beaucoup entendu chez François Fillon, Nicolas Sarkozy et d'autres, on entend

comme un seul et même discours.

Ils s'adressent aux Français et disent : « Si vous n'acceptez pas cette réforme, ce sera pire. Si vous ne prenez pas ce chemin dont on vous dit qu'il est nécessaire, qu'il procède de l'absolue nécessité, ce sera pire ». Ces gens-là ne nous vendent plus un discours pour reprendre la marche du progrès, mais une perspective unique, absolue, nécessaire, de renoncement au progrès sans laquelle, pour les Français, ce serait pire.

Ce dont nous aurons besoin, dans les mois qui viennent et tout au long de cette campagne, et plus encore si nous avons la confiance des Français pour gagner, ce sera de la force. La force, ce n'est pas le sectarisme. La force, ce n'est pas le dogmatisme. La force, ce n'est pas obligatoirement la radicalité. La force doit s'entendre au sens « Ne pas être faible ». Ne pas être faible vis-à-vis de toutes celles et ceux qui voudront changer le système. Ne pas être inoffensif quand nous parlerons de la banque publique d'investissement,

quand nous nous attaquerons à l'organisation du système bancaire, quand nous parlerons de réformes fiscales et de répartition des richesses. Ne pas être faible devant toutes celles et tous ceux qui gronderont, menaceront, feront les gros yeux et diront : « Attention, vous prenez une voie qui n'est pas crédible ».

Il faudra être fort, ne pas douter de nous-mêmes et surtout ne pas douter du mandat du peuple. Parce que si nous ne sommes pas forts, si nous sommes faibles vis-à-vis de ces institutions libérales, vis-à-vis du système bancaire, vis-à-vis de toutes celles et ceux qui en raison de leurs intérêts nous diront d'abandonner, alors je pense que, comme en Espagne, comme au Portugal, comme peut-être en Grèce, ceux-là nous dévoreront. Et dévoreront avec nous nos espoirs, nos convictions, notre énergie, mais pire, les espoirs du peuple Français.

Mes chers camarades, puisque c'est l'année de la présidentielle, puisque la vraie bataille commence, que la force soit avec vous.

Marie-Noëlle Lienemann

C'est une belle journée pour les socialistes, une belle journée pour la gauche que ce rassemblement de l'ensemble de nos camarades, et surtout autour d'un programme, et notamment d'une proposition qui vient faire écho à tout ce qui nous permettra de gagner. Je veux par là parler du rassemblement des forces de la jeunesse, du travail et de la création. Rappelez-vous cette formule de François Mitterrand, elle reste la ligne de mire sur laquelle nous devons travailler : ce grand rassemblement en direction de la jeunesse qui doute tellement d'elle-même tant le pays a du mal à reconnaître ses talents et ses vertus. Nous avons besoin d'offrir à notre jeunesse les moyens de son autonomie, de sa formation et de son entrée au travail.

Les emplois d'avenir comme l'allocation d'autonomie sont une bonne idée. Rien ne se fera à gauche si nous ne sommes pas capables de mettre en mouvement la jeunesse. Rien ne se fera dans notre pays si nous ne mobilisons pas les forces du travail. Et quand je dis les forces du travail, je veux parler bien sûr des salariés, mais aussi de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui entreprennent sans vivre de la valorisation de la rente et du capital, mais qui vivent de leurs talents et de leurs capacités d'innovation.

Ce front-là, nous le ferons grâce à une action publique résolument offensive. Oui nous devons réindustrialiser la France avec des fonds d'investissement industriels. Oui, nous devons créer un pôle public bancaire qui permettra, par exemple, de construire des logements adaptés à nos concitoyens.

Nous avons besoin d'un état qui régule pour lutter contre les inégalités insupportables et qui redistribue les richesses. Il y a des marges de manœuvre en France avec toutes ces fraudes fiscales, ces niches et cet argent public qui est utilisé en faveur des plus favorisés, des plus riches, alors même -par exemple- que, dans le logement, les plus démunis n'ont pas les ressources et que l'État devrait garantir la

construction des logements sociaux. Oui, nous redonnerons à l'État, et à l'État dans une France décentralisée, les moyens de répondre à nos concitoyens.

La France est attendue dans le monde. La crise n'est pas terminée. Et l'on peut même redouter qu'elle s'amplifie sur notre continent avec la crise de l'euro. Nous aurons donc besoin d'une présidente ou d'un président de la République française qui, au nom de notre pays, porte l'idéal universaliste, l'idéal de progrès. Nous sommes pour l'ouverture au monde, mais nous refusons une mondialisation qui agit contre nous. C'est cela qu'il va falloir construire.

C'est pourquoi nous refusons avec force ce pseudo pacte de compétitivité qui n'est autre qu'un pacte de régression sociale. C'est pour cela que nous prônons l'Europe sociale avec des convergences sociales.

C'est pourquoi nous affirmons notre volonté d'échanges, de coopération avec le tiers-monde. Mais l'Europe ne doit pas être un espace de liberté pour le dumping social. Nous inventerons le « juste échange ». Nous avons les outils pour rassembler la gauche, nous avons les outils pour rassembler la France. Et donc je forme un vœu : que nous soyons capables de garder ce cap de rassemblement et la victoire sera au rendez-vous.

Razzy HAMMADI

Après l'actualité que nous avons vécue et dans ce moment où nous nous rassemblons pour gagner : comme il est bon d'être ensemble, d'être là, rassemblés, positifs, dynamiques et motivés.

Ce projet, il est le débouché, le réceptacle de l'ensemble de nos combats depuis dix ans : Combat pour la République et contre l'extrême droite ; combat pour la dignité entre les générations avec la mobilisation contre le Contrat Première Embauche (CPE) ; mobilisation pour le patrimoine commun, contre le changement du statut de la poste au moment où tout se brade ; mobilisation pour l'éducation (et je salue Bruno et le travail extraordinaire qu'il a réalisé en notre nom à tous au sein du secrétariat national), au moment où l'on considère que le métier d'enseignant ne s'apprend pas et qu'il suffit de recruter par petite annonce. Mobilisation aussi pour le droit à la sécurité, à l'heure où dans des quartiers entiers, on ne voit jamais la police, sans parler de la police de proximité, à part, au gré des faits-divers, le GIGN qui s'installe pour plusieurs semaines sans que nos concitoyens ne comprennent véritablement comment leur protection est assurée. Combat aussi pour le logement au moment où chaque année, 12,6 milliards d'euros sont octroyés à la défiscalisation dont les résultats peinent à se faire voir. Et je rappelle que ces 12,6 milliards d'euros représentent un peu plus de 240 000 logements sociaux par an supplémentaires que nous pourrions produire si nous revenions au pouvoir.

Alors résistance, mobilisation, combat. Et nous sommes passés, ces deux dernières années, de la résistance et de l'appel à l'alternance à l'offensive et à la volonté de construire l'alternative.

Pour les socialistes, il ne s'agit pas seulement d'une question de curseur (plus de ceci et moins de cela). Et je voudrais saluer tous ceux avec lesquels nous avons pu travailler, notamment pour ce qui me concerne sur la question du service public : Laurence Rossignol, François Brottes au sein du « forum bien commun ».

Nous avons à faire se rencontrer des exigences environnementales et des exigences sociales. Nous aurions pu –dans une époque encore récente- dire, concernant le logement « si nous revenons au pouvoir, nous augmenterons les APL », ce qui aurait d'ailleurs eu comme conséquence de nourrir l'augmentation du prix des loyers.

Sur la question de l'accès tarifaire au service public, nous aurions pu dire « Il faut plus de tarif social, permettre l'accès du tarif social au plus grand nombre ». Sauf que l'exigence à laquelle nous devons faire face était certes une exigence de justice sociale, mais aussi environnementale.

Sur la question de l'eau comme sur celle de l'énergie, nous considérons que la justice des bonnes règles est préférable à la charité des bonnes âmes. Il ne faut pas seulement plus et mieux de tarif social. Il faut aussi des tarifs progressifs, car pour une famille modeste, le premier litre utilisé pour laver son bébé doit coûter beaucoup moins cher que le millième litre qui sert à remplir -pour la troisième fois dans l'été- la piscine.

Ces exigences sociale et environnementale, nous les avons portées au plus près de nos propositions et toujours avec cette même rigueur intellectuelle, notamment lorsqu'il s'agit par exemple de ce dont avaient besoin nos collectivités locales et nos territoires. Exemple : Il y a quelque temps, existait feu la Direction Départementale de l'Équipement (D.D.E). Lorsqu'il y avait un problème d'expertise, le village, la ville, téléphonaient aux agents de la DDE qui se rendaient sur place et menaient leur mission d'agents du service public. Aujourd'hui, lorsque nos collectivités interpellent la puissance publique, la seule réponse qui leur est souvent apportée, c'est la liste des cabinets de conseil qu'il faut consulter afin qu'eux-mêmes vous orientent vers le cabinet privé qui n'omettra pas de leur présenter une facture plus que salée !

Après les questions de logement, d'eau, d'énergie, il y a une autre proposition sur laquelle je voulais insister et que nous avons beaucoup travaillé. C'est une proposition certes inhabituelle au point qu'elle est apparemment passée inaperçue (sauf pour que quelques rares journalistes), mais sur laquelle les militants, eux, ont au contraire porté leur vigilance : c'est la proposition du statut du salarié entrepreneur ainsi que le droit de préemption sociale. C'est le fait de prioriser la reprise de l'entreprise lorsque celle-ci fait des bénéfices pour les salariés structurés en coopérative, en les soutenant tant des points de vue juridique, capitalistique, que du point de vue de la propriété de l'appareil de production. C'est dans le projet socialiste et nous le porterons.

J'en termine en disant que si nous avons retrouvé cette volonté de vaincre et de gagner c'est parce que, certes, collectivement nous sommes rassemblés, mais aussi, j'en suis convaincu, parce que chacun d'entre nous individuellement a fortement conscience du devoir moral qui lui incombe. Ce fait de considérer que s'il y a évidemment dans les primaires un droit à être candidat, nous avons collectivement tous un devoir de victoire à assumer.

Mes chers amis, mes chers camarades, nous devons être fiers, fiers de notre projet, fiers de ce que nous sommes, fiers de ce que nous allons porter, fiers car nous sommes aujourd'hui la seule alternative autour de laquelle peut se construire véritablement un projet économique, social, environnemental, pour les générations à venir et ce dès 2012.

Nous devons aussi être fiers d'avoir mis au fronton de la rénovation du Parti socialiste la problématique de la démocratisation. Oui, n'ayons pas peur de cela. Nous sommes le premier parti de la Ve République, le seul parti de gauche qui va appeler des millions de concitoyennes et de concitoyens à choisir notre candidate ou notre candidat. N'ayons pas peur de l'opinion, ne faisons pas confiance aux pulsions, appuyons-nous sur la raison, la raison de la victoire, de la dynamique du rassemblement. Nous avons là les arguments, nous avons là la motivation, nous avons là toutes les générations et une majorité de Français est prête à nous faire confiance.

Pouria AMIRSHAHI

Je voudrais commencer par remercier Martine Aubry d'avoir, il y a un exactement un an, proposé que l'on relie -au sein de la direction nationale- la question des Droits de l'Homme, les questions démocratiques et les questions de développement et de coopération. C'était au mois de mai. A cette époque, secrétaire national aux Droits de l'Homme, j'ai évidemment accepté cette mission, et l'on s'est entendu sur la méthode avec Jean-Christophe et d'autres. Il s'est depuis passé des choses qui ont fait écho à cette formidable ambition.

Ce n'est pas étonnant pour les socialistes que de lier en permanence ces deux faces du progrès que les Tunisiens ont magnifiquement appelé « l'alliance du pain et de la liberté ».

Rien d'étonnant donc, et en même temps, cela nous a permis de revisiter un certain nombre de vérités établies par d'autres, et cela ouvre une nouvelle période de coopération, d'émancipation et de prospérité des deux côtés de la Méditerranée.

Pendant très longtemps, on a expliqué que beaucoup de ces pays du Proche-Orient, du Maghreb et du Machrek étaient totalement otages de dictatures -ce qui était vrai, otages de régimes corrompus, comme s'ils étaient incapables de prendre leurs responsabilités.

Aujourd'hui, en Tunisie et dans bien d'autres pays, on a vu que ces peuples étaient épris de changement, qu'ils se sont mis en mouvement afin de mettre à bas ces certitudes, de mettre à bas ces régimes et ont ouvert, eux, la porte d'une nouvelle possibilité de développement, d'une nouvelle promesse démocratique.

Et de ce point de vue, ce qui se passe sur le plan de l'histoire est important. Guillaume, tout à l'heure, parlait de la grande crise de la révolution libérale qui nous a été imposée, il y a trente ans, par Reagan et Thatcher. Il y a 30 ans, au même moment, commençait une autre révolution conservatrice en Iran initiée par l'imam Khomeyni. On n'a, par la suite, pu voir comment, par une trainée de poudre derrière, cela avait façonné et figé les relations internationales et comment cette seconde grande révolution contre-révolutionnaire (en fait réactionnaire et conservatrice), est, elle aussi, remise en cause et comment elle ouvre, d'une certaine manière, des perspectives neuves... perspectives qui sont inscrites dans le projet.

Elles sont inscrites dans le projet parce que, dès lors que les peuples mêmes commencent à lever une hypothèque en ayant lutté contre la corruption, pour la dignité, pour la démocratie, c'est à l'Europe de jouer pleinement son rôle et dès maintenant. C'est aussi à la France de prendre ses responsabilités. Car ce que l'on observe, dans ces mouvements en Tunisie, mais aussi au Niger, c'est qu'ils se traduisent par des élections. C'est par les élections qu'un changement démocratique s'opère, dans un pays très important, aux portes de l'Europe, dans lequel énormément de choses sont en jeu pour la stabilité de ces pays mais aussi pour nos sécurités respectives.

Dans le domaine du développement et de la coopération, il faut

évidemment mettre bien plus, beaucoup plus que ce que nous avons l'habitude d'observer. Car, il ne s'agit pas simplement d'aider des peuples en difficulté. Spontanément, naturellement, le cœur des socialistes balance vers cet altruisme. Il s'agit aussi, par un investissement plus important dans ces domaines, de nos sécurités collectives. Il faut comprendre que, là où il n'y a pas d'État, là où il y a une désagrégation du tissu social, là où il y a des booms démographiques que personne ne maîtrise, alors toutes les peurs peuvent avoir libre court ; celles-là mêmes dont parlait Benoit tout à l'heure et sur lesquelles prospèrent les pires obscurantismes, les pires hypocrisies. C'est contre ces peurs-là qu'il nous faudra lutter.

On le fera aussi dans le domaine stratégique, pour la Franc de la francophonie, mais pas du tout par je ne sais quelle nostalgie passiste. Nous le ferons parce que nous avons des liens historiques, fraternels et stratégiques à construire avec des peuples -tous ceux de l'Afrique de l'Ouest en particulier- avec qui nous avons en partage une des plus belles choses de notre patrimoine : une langue, des cultures, et peut-être même une certaine vision du monde.

C'est pour cela que nous avons commencé par parler de mettre fin aux démantèlements qui sont en cours des alliances francophones, des coopérations culturelles. Cela passe par la création d'un vrai audiovisuel extérieur, en mettant en place un vrai Erasmus francophone, mais il nous faudra innover et réfléchir au moyen que nous pourrions nous donner de cimenter des identités communes, de construire vraiment ces ponts dont nous avons tant besoin entre les deux rives de la Méditerranée (pourquoi ne pas réfléchir à la création d'un « passeport de la francophonie ») et qu'on a trop souvent remplacé par des murs, des grillages infranchissables ou des bateaux sans destination.

Il est évident que tous ces sujets qui concernent ces peuples en mouvement, là-bas, nous concernent ici. Mais ils sont aussi un message et une réponse directs et une réponse à ce que Nicolas Sarkozy instille en permanence par l'intermédiaire de C. Guéant : cette peur de l'autre, cette négation de l'identité de l'autre, cette stigmatisation des étrangers, allant même d'ailleurs, par je ne sais quelle confusion d'esprit, jusqu'à s'en prendre à ses propres compatriotes, ses huit millions de Binationaux qui sont Français mais aussi viennent d'ailleurs et de qui, aujourd'hui, les autorités de la République exigent qu'ils choisissent entre ce qui fonde leur identité républicaine et ce qui serait à la source de leur origine.

Ce genre de discours est inacceptable pour eux, pour nous, mais pour toutes celles et ceux, Français, qui vivent à l'étranger et qui contribuent au rayonnement de la France, au développement. A-t-on une seconde pensée, expliqué que les Français qui travaillent à New York, à Dakar, à Bamako, à Santiago du Chili, volent le pain de ces gens-là ? Non. Ils sont les bienvenus dans cette nouvelle ère de coopération où les cultures se rencontrent, car c'est aussi par là que passent les possibilités de développement.

Les nouvelles promesses que nous portons dans notre projet sont aussi tout cela..